

SORHOGECO

SOCIETE RHODANIENNE DE GESTION ET DE COMPTABILITE
SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
42 CHEMIN DU MOULIN CARRON – BAT. A1 69130 ECULLY
SAS AU CAPITAL DE 7 622.45 EUROS – SIRET 404 971 830 000 33
Tél. 04 37 65 37 57 Fax. 04 37 65 37 58 contact@sorhogeco.com

Association Maison Familiale Rurale Le Fontanil

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

exercice clos le 31 décembre 2024

Association Maison Familiale Rurale Le Fontanil
rue de l'Eglise – 73232 SAINT ALBAN-LEYSSE CEDEX

Ce rapport comporte 23 pages

Association Maison Familiale Rurale Le Fontanil

Siège social : rue de l'Eglise – 73232 SAINT ALBAN-LEYSSE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Maison Familiale rurale Le Fontanil relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE L'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 10 mars 2025


SORHOGECO
EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
42 Chemin du Moulin Carron Bât B2
69130 Ecully
Sorhogeco S.A.S.
Commissaire aux Comptes
Tel : 04 37 65 37 57
contact@sorhogeco.com
Siret 404 971 830 00025

ANNEXE : DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ ■ ■

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	90 492	39 075	51 416	8 891
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	693 741	118 193	575 548	581 019
Constructions	7 985 049	3 516 593	4 468 457	4 404 405
Installations techniques, matériel et outillage industriels	975 473	748 795	226 678	254 281
Immobilisations corporelles en cours	863 268		863 268	970 237
Autres	536 985	476 083	60 902	99 296
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	80		80	80
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	60 195		60 195	57 645
TOTAL I	11 205 283	4 898 738	6 306 545	6 375 854
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	51 935		51 935	62 033
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	826 356	5 009	821 347	875 618
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	363 936		363 936	383 489
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	986 288		986 288	1 315 924
Charges constatées d'avance	42 486		42 486	17 922
TOTAL II	2 271 001	5 009	2 265 991	2 654 986
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	13 476 284	4 903 747	8 572 536	9 030 840

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	572 743	572 743
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	1 579 344	1 364 454
Excédent ou déficit de l'exercice	128 120	214 890
Situation nette (sous total)	2 280 207	2 152 087
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	401 883	440 737
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 682 089	2 592 824
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		8 500
Provisions pour charges	48 401	40 702
TOTAL III	48 401	49 202
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 727 542	5 048 997
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	245 742	304 221
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	180 690	164 808
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	108 610	323 213
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	579 461	547 574
TOTAL IV	5 842 046	6 388 814
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	8 572 536	9 030 840

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	35 123	40 535
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	81 595	71 232
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	4 801 996	4 982 652
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	191 132	204 630
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	22 289	434
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	20 483	69 478
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	97 007	206
TOTAL I	5 249 624	5 369 167
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 921 393	2 033 692
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	49 628	50 752
Salaires et traitements	1 856 961	1 815 946
Charges sociales	727 765	700 027
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	471 739	441 605
Dotations aux provisions	7 700	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	35 227	16 435
TOTAL II	5 070 412	5 058 455
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	179 212	310 711
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	16 578	5 901
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	16 578	5 901
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	111 921	120 523
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	111 921	120 523
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(95 343)	(114 621)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	83 869	196 090
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		14 432
Sur opérations en capital	55 821	56 740
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	55 821	71 172
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	10 382	44 763
Sur opérations en capital		7 527
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	10 382	52 290
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	45 438	18 882
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 187	82
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	5 322 022	5 446 240
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	5 193 902	5 231 350
EXCEDENT OU DEFICIT	128 120	214 890
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

MFR « Le FONTANIL »

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation du FONTANIL est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901.

Sa durée est illimitée. Son siège social est établi 158, route de l'Eglise, 73230 Saint-Alban-Leyssie

L'association a pour but :

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale Rurale ;
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale ;
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas et d'hébergement dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints ;
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison Familiale Rurale ;
- l'accueil des adolescents(es) en internat comme partie intégrante de la formation et du projet éducatif à la Maison Familiale Rurale.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La MFR propose des formations aux métiers de l'alimentation et de la restauration afin de permettre l'obtention de CAP, Mention Complémentaires, BP, BTM, dans les spécialités : Cuisinier, Boulanger, Pâtissier, Chocolatier, Boucher, Charcutier-Traiteur, Arts de la cuisine, Arts du service, Agent de restauration et Commercialisation en restauration, pour des Jeunes et Adultes sous statut d'alternants en Contrats d'Apprentissage, ou dans le cadre de la Formation Continue.

L'hébergement des internes est assuré par la MFR, qui gère à titre complémentaire des locations occasionnelles des bâtiments au profit de particuliers ou de groupes (colonies de vacances, etc...)

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les locaux sont répartis sur une superficie de 2 660 M², dont 1 781 M² affectés à l'enseignement, dont des salles de cours et salles informatiques, des ateliers, laboratoires, chambres froides, un Restaurant d'Application et Cuisine Pédagogique, équipés de matériels récents.

La MFR s'appuie sur un effectif de 49 équivalents temps pleins dont 27 directement affectés à l'enseignement et l'animation auprès des apprenants.

La MFR est partenaire de la Région AURA, du Département de Savoie, et des entreprises et collectivités qui financent l'activité de la MFR, et accueillent les apprenants en milieu professionnel.

II. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Il n'y a pas de fait significatif à signaler.

III. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE COMPTABLE

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

A la date d'arrêté des comptes, l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

IV. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2024 à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les montants sont exprimés en euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

2. METHODE GENERALE

Les comptes ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code de commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations énoncés par l'Autorité des normes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. NOTES CONCERNANT LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le règlement n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs a été appliquée ; l'approche par composants est systématiquement appliquée pour les constructions.

3.2. METHODE D'AMORTISSEMENT

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie :

- | | |
|---|---------------|
| - Constructions, | 40 ans |
| - Agencements et installations, Outillages, Véhicules | de 5 à 15 ans |
| - Mobilier et Matériel de bureau et informatique | de 3 à 5 ans |

3.3. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

3.4. CREANCES

Elles ont été évaluées pour leur montant nominal. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU PASSIF DU BILAN

4.1. FONDS PROPRES

Les fonds propres font l'objet d'une présentation dans un tableau défini par l'article 431-5 du règlement n° 2018-06 qui se substitue aux informations demandées par l'article 833-11 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

4.2. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère stable destinés au financement des investissements nécessaires aux activités de l'association.

Une reprise est effectuée à chaque clôture au compte de résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens financés.

4.3. PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES

Néant.

4.4. INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE

La convention collective de l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière. Celle-ci est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salariés présent à la clôture de l'exercice, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements calculés sont intégralement comptabilisés.

4.5. FONDS DEDIES

Les montants portés en fonds dédiés correspondent à des ressources dédiées à des projets définis et que ne sont pas totalement utilisées à la clôture de l'exercice.

5. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

5.1. COTISATIONS

Les cotisations perçues par l'association sont sans contrepartie et inscrites dans la rubrique prévue par le règlement ANC n° 2018-06 sur la base d'un appel à cotisation qui constitue le fait générateur de la comptabilisation en produits.

5.2. CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Le détail des concours publics et des subventions reçues au cours de l'exercice sont portés dans un tableau annexe.

5.3. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Ils tiennent compte non seulement des éléments non liés à l'activité normale de la MFR mais également de ceux qui représentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

5.4. LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La participation des membres bénévoles au fonctionnement et aux activités de la MFR est encadrée par le règlement intérieur de la MFR qui fixe à l'article 2 les principes de fonctionnement : « *l'association est formée de membres qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association...* ».

Sur cette base, la MFR ne recense pas les contributions volontaires de bénévoles.

La Maison Familiale ne bénéficie pas de mise à disposition de biens ou de personnes à titre gratuit.

Il n'y a pas de montants inscrits à ce titre dans les comptes de la classe 8 au pied du compte de résultat.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. INFORMATIONS RELATIVE AU REGIME FISCAL

La MFR n'est pas assujettie aux impôts commerciaux.

6.2. INFORMATIONS RELATIVES A LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les dirigeants de l'association exercent leurs fonctions bénévolement.

6.3. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN

6.3.1. ENGAGEMENTS DONNES OU REÇUS

Néant.

6.3.2. ENGAGEMENT EN MATIERE DE CREDIT-BAIL

Néant

6.4. EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PAR CATEGORIE

<i>Effectif Moyen Cadre</i>	<i>29</i>
<i>Effectif Moyen Employés</i>	<i>20</i>
<i>Dont Apprenti</i>	<i>0</i>

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	572 743				572 743
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 364 454		214 890		1 579 344
Excédent ou déficit de l'exercice	214 890		128 120	214 890	128 120
Situation nette	2 152 087		343 010	214 890	2 280 207
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	440 737		16 966	55 821	401 883
Provisions réglementées					
TOTAL	2 592 824		359 976	270 711	2 682 089

Provisions Inscrites au Bilan

CFA MFR Le Fontanil

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	40 702	7 700		48 401
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	40 702	7 700		48 401

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	4 560	449		5 009
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	4 560	449		5 009

TOTAL GÉNÉRAL	45 262	8 149		53 411
----------------------	---------------	--------------	--	---------------

Immobilisations

Période du 01/01/24 au 31/12/24

CFA MFR Le Fontanil

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	28 391		62 100
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :	28 391		62 100
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	693 741		
Constructions sur sol propre	3 839 426		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	3 763 507		382 117
Installations techniques et outillage industriel	924 215		51 258
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	1 476		1 420
Matériel de bureau, informatique et mobilier	524 584		9 504
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	970 237		297 955
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	10 717 186		742 254
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	80		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	57 645		2 550
TOTAL immobilisations financières :	57 725		2 550
TOTAL GÉNÉRAL	10 803 302		806 904

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			90 492	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			90 492	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			693 741	
Constructions sur sol propre			3 839 426	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			4 145 623	
Install. techn., matériel et out. industriels			975 473	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport			2 896	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			534 088	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		404 923	863 268	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		404 923	11 054 516	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			80	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières			60 195	
TOTAL immobilisations financières :			60 275	
TOTAL GÉNÉRAL		404 923	11 205 283	

Amortissements

CFA MFR Le Fontanil

Période du 01/01/24 au 31/12/24

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	19 501	19 574		39 075
TOTAL immobilisations incorporelles :	19 501	19 574		39 075
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	112 722	5 471		118 193
Constructions sur sol propre	1 567 713	102 166		1 669 879
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	1 630 814	215 899		1 846 714
Installations techn. et outillage industriel	669 934	78 861		748 795
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	693	827		1 520
Mat. de bureau, informatique et mobil.	426 071	48 491		474 563
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	4 407 947	451 715		4 859 663
TOTAL GÉNÉRAL	4 427 448	471 290		4 898 738

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL			

Produits à Recevoir

CFA MFR Le Fontanil

Période du 01/01/24 au 31/12/24

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	43 121
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	208 831
Personnel	
Organismes sociaux	
État	285 557
Divers, produits à recevoir	(36 971)
Autres créances	3 360
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	503 898

Charges à Payer

CFA MFR Le Fontanil

Période du 01/01/24 au 31/12/24

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 996
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 413
Dettes fiscales et sociales	54 234
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	18 197
TOTAL	115 840

Charges et Produits Constatés d'Avance

CFA MFR Le Fontanil

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	42 486	579 461
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	42 486	579 461

État des Échéances des Créances et Dettes

CFA MFR Le Fontanil

Période du 01/01/24 au 31/12/24

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	60 195		60 195
TOTAL de l'actif immobilisé :	60 195		60 195
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	8 571		8 571
Autres créances clients	812 776	812 776	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	285 557	285 557	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	78 379	78 379	
TOTAL de l'actif circulant :	1 185 283	1 176 712	8 571
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	42 486	42 486	

TOTAL GÉNÉRAL	1 287 964	1 219 198	68 766
----------------------	------------------	------------------	---------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	4 727 542	332 344	1 222 313	3 172 885
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	245 742	245 742		
Personnel et comptes rattachés	23 279	23 279		
Sécurité sociale et autres organismes	136 500	136 500		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	20 911	20 911		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	108 610	108 610		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	579 461	579 461		

TOTAL GÉNÉRAL	5 842 046	1 446 847	1 222 313	3 172 885
----------------------	------------------	------------------	------------------	------------------